**Projet d’arrêté part fixe de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE)**

Arrêté portant attribution de la part fixe

de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement

à M. ……….

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président de .......................................................................................................,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

# Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu la délibération du ……………………. instaurant l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour les agents de la collectivité (l’établissement),

Considérant que M……………………………… remplit les conditions d’éligibilité à la part fixe de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement.

**Arrête**

**Article 1 :** Il est accordé à compter du ………………….. à M…………………., titulaire du grade de ……….., la part fixe de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement au taux de ………….

**Article 2 :** Cette prime fait l'objet d'un versement mensuel.

**Article 3**: Le présent arrêté sera transmis au comptable de la collectivité, et notifié à l'intéressé(e).

**Article 4**: L’autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Fait à ........................., le ..../..../....

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

**Notifié le :**

**Signature :**

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de ……. dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal ou par le biais de l’application informatique Télérecours.

**Projet d’arrêté part variable de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE)**

Arrêté portant attribution de la part variable

de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement

à M. ……….

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président de .......................................................................................................,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

# Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu la délibération du ……………………. instaurant l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour les agents de la collectivité (l’établissement),

Considérant que M……………………………… remplit les conditions d’éligibilité à la part variable de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement.

**Arrête**

**Article 1 :** Il est accordé à compter du ………………….. à M…………………., titulaire du grade de ……….., la part variable de l’indemnité spéciale de fonction et d'engagement au montant de ………….€.

**Article 2 :** Cette prime fait l'objet d'un versement annuel au mois de ……..

**Article 3**: Le présent arrêté sera transmis au comptable de la collectivité, et notifié à l'intéressé(e).

**Article 4**: L’autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Fait à ........................., le ..../..../....

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

**Notifié le :**

**Signature :**

Madame la Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de ……. dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal ou par le biais de l’application informatique Télérecours.